



مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل  
Office de la Formation Professionnelle  
et de la Promotion du Travail

**Appel d'offres ouvert international  
sur offres de prix  
N° 155./2025**

**Financement : Budget OFPPT hors coopération**

**Objet :**

**Inventaire physique et contrôle des immobilisations et  
fiabilisation des données comptables de l'OFPPT, en lot unique**



## REGLEMENT DE CONSULTATION



## Table des matières

ARTICLE N°1	OBJET DE RÈGLEMENT DE CONSULTATION .....	4
ARTICLE N°2	MAITRE D'OUVRAGE.....	4
ARTICLE N°3	ALLOTISSEMENT .....	4
ARTICLE N°4	COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	4
ARTICLE N°5	MODIFICATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES .....	4
ARTICLE N°6	RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES .....	5
ARTICLE N°7	CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS .....	5
ARTICLE N°8	JUSTIFICATION DES CAPACITÉS ET DES QUALITÉS DES CONCURRENTS.....	6
ARTICLE N°9	MODIFICATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES .....	8
ARTICLE N°10	RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES .....	8
ARTICLE N°11	DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATION AUX CONCURRENTS .....	8
ARTICLE N°12	PRÉSENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS .....	9
ARTICLE N°13	DÉPÔT DES PLIS DES CONCURRENTS.....	9
ARTICLE N°14	RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	9
ARTICLE N°15	LIEU DE LA TENUE DE LA SÉANCE PUBLIQUE D'OUVERTURE DES PLIS .....	9
ARTICLE N°16	LANGUE DE L'OFFRE .....	9
ARTICLE N°17	MONNAIE DE L'OFFRE.....	10
ARTICLE N°18	DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES .....	10
ARTICLE N°19	DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EXAMEN DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE N°20	EVALUATION DES OFFRES TECHNIQUES.....	10
ARTICLE N°21	RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES .....	12



## Article n°1 Objet de règlement de consultation

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert international sur offres de prix, ayant pour objet : **Inventaire physique et contrôle des immobilisations et fiabilisation des données comptables de l'OFPPT, en lot unique**

Il est établi en vertu des dispositions des articles 21 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-22-431 précité. Toute disposition contraire au le décret n° 2-22-431 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 21 et des autres articles du décret n° 2-22-431 précité.

## Article n°2 Maitre d'ouvrage

Le maître d'ouvrage du marché résultant du présent appel d'offres est l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).

## Article n°3 Allotissement

Le marché issu du présent appel d'offres n'est pas alloti.

## Article n°4 Composition du dossier d'appel d'offres

Le présent dossier d'appel d'offres comprend :

- a- Une copie de l'avis d'appel d'offres ;
- b- Un exemplaire du Cahier des Prescriptions Spéciales "CPS" ;
- c- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- d- Le modèle du bordereau du prix ;
- e- Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- f- Le présent règlement de consultation.

Le concurrent devra examiner les instructions, conditions, spécifications et modèles contenus dans le dossier d'appel d'offres. Il est responsable de la qualité des renseignements requis par les documents d'appel d'offres et de la préparation d'une offre conforme à tous égards et aux exigences du dossier d'appel d'offres.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de vérifier, par n'importe quel moyen, les informations données par le concurrent. Toute inexactitude dans les informations données, entraîne automatiquement le rejet de l'offre correspondante, sans préjudice de l'application des sanctions prévues par les dispositions de l'article 152 du décret n° 2-22-431 précité, en cas d'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

## Article n°5 Modification du dossier d'appel d'offres

Conformément aux dispositions de l'article n°22 § 7 et 8 du décret n° 2-22-431 précité, le maître d'ouvrage peut introduire, à titre exceptionnel, des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Dans ce cas, ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis.

Passé ce délai, le maître d'ouvrage doit, par avis rectificatif, reporter la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions du premier alinéa du deuxième paragraphe de l'article 23 du décret n° 2-22-431 précité, dans ce cas, la séance

d'ouverture des plis ne peut être tenue qu'après l'expiration d'un délai minimum de dix jours. Ce délai court à partir du lendemain de la date de parution de l'avis rectificatif dans le dernier support de publication, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Dans tous les cas, le délai de publicité prévu au troisième alinéa du deuxième paragraphe du I) de l'article 23 du décret n° 2-22-431 précité doit être respecté.

Les concurrents ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant. Lorsqu'un concurrent estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant au regard de la complexité des prestations objet du marché, il peut, au cours de la première moitié du délai de publicité, demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, le report de la date de la séance d'ouverture des plis. Cette lettre doit comporter tous les éléments permettant au maître d'ouvrage d'apprécier la demande de report.

Si le maître d'ouvrage reconnaît le bien-fondé de la demande du concurrent dont il est saisi, il procède au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à l'appréciation du maître d'ouvrage, fait l'objet d'un avis rectificatif qui est publié dans les mêmes formes que l'avis d'appel d'offres.

Il ne peut être procédé au report de la date de la séance d'ouverture des plis qu'une seule fois, quel que soit le concurrent qui le demande.

### **Article n°6 Retrait du dossier d'appel d'offres**

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dès la première parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des supports prévus à l'article 23 de décret 2-22-431 précité jusqu'à la date de remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé à partir du portail marocain des marchés publics : [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma).

### **Article n°7 Conditions requises des concurrents**

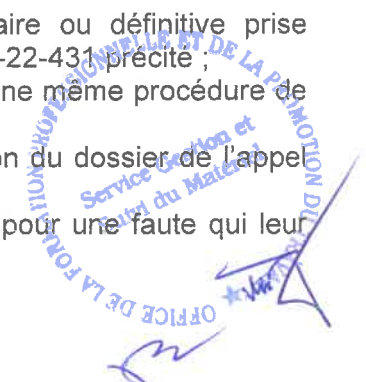
Conformément à l'article 27 du décret n°2-22-431 précité.

Peuvent valablement participer et être attributaire du marché, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement, les personnes physiques ou morales, qui:

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
- Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes ;
- Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

Ne sont pas admises à participer à l'appel d'offres :

1. Les personnes en liquidation judiciaire ;
2. Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
3. Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du décret n°2-22-431 précité ;
4. Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés ;
5. Les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
6. Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.



## Article n°8 Justification des capacités et des qualités des concurrents

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif, un dossier technique, une offre technique et une offre financière.

### A. Le dossier administratif comprend :

#### 1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

a) la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- ❖ S'il s'agit d'un autoentrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
- ❖ S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas :
  - ✓ Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
  - ✓ Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
  - ✓ L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- ❖ S'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.

b) la déclaration sur l'honneur

c) l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu

Pour les groupements, il y a lieu de produire :

+ La convention constitutive du groupement ou sa copie certifiée conforme à l'original prévue à l'article n°150 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, cette dernière doit indiquer, notamment, l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, le ou les comptes bancaires, et la répartition des prestations.

#### 2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché dans les conditions fixées à l'article 43 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics :

a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;

c) une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (**modèle 9**) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;

**d) Copie certifiée conforme à l'original des attestations ou autorisations requises pour l'exécution des prestations d'expertise comptable conformément à la législation et la réglementation en vigueur.**

e) L'équivalent des attestations visées aux paragraphes a), b) et c) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de délivrance de ces documents par les administrations ou les organismes compétents, ils sont remplacés par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que les documents précités ne sont pas produits.

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.



**B. Le dossier technique comprend :**

- a) une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant, le cas échéant, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé, avec précision de la qualité de sa participation ;
- b) les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage, publics ou privés, ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté ces prestations ou par les titulaires de marchés au titre des prestations sous-traitées.

Chaque attestation précise, notamment, la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation, le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

**NB : Les concurrents doivent présenter au moins une attestation de référence concernant des prestations similaires à l'objet du présent appel d'offres réalisées à compter de 2018 et postérieure avec un montant supérieur à 40% de l'estimation.**

**C. L'offre technique :**

Le concurrent est tenu de soumettre une offre technique conforme aux dispositions de l'article 31 du décret précité, portant **au minimum** les documents suivants :

- La méthodologie prévue par le concurrent pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres.
- Les ressources humaines et les moyens matériels à mobiliser pour la réalisation de la prestation ; Pour les personnes proposées dans son offre, le concurrent doit proposer au moins un chef de projet, un contrôleur qualité et au minimum 15 intervenants. Pour ces personnes, le concurrent doit présenter les pièces suivantes :
  - Copies légalisées des diplômes (équivalence et homologation en arabe ou en français pour diplômes étrangers),
  - Les curriculum vitae cachetés par l'entreprise et signés par les personnes concernées ;
  - Les attestations de travail justifiant l'expérience professionnelle de l'équipe proposée ;
- Le planning d'exécution et d'ordonnancement des tâches précisant le calendrier horaire pour l'exécution des divers volets et phases des prestations liées au présent appel d'offres ;

**D. L'offre financière comprend :**

- **L'acte d'engagement** par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement, signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité, doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB).

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres, en tenant compte du rabais éventuel.

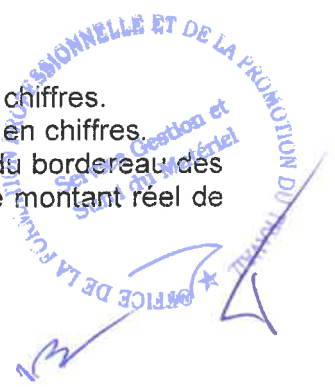
Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à n°150 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 ( 8 mars 2023 ) relatif aux marchés publics, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

**- Le bordereau des prix - détail estimatif.**

Les prix unitaires du bordereau des prix- détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document prévaut pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.



## **Article n°9 Modification du dossier d'appel d'offres**

Conformément aux dispositions de l'article 22 § 7 et 8 du décret n°2-22-431 précité, le maître d'ouvrage peut introduire, à titre exceptionnel, des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché.

Dans ce cas, les modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant téléchargé le dossier, et intégrées dans les dossiers mis à disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis.

Passé ce délai, le maître d'ouvrage doit, par avis rectificatif, reporter la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions du premier alinéa du deuxième paragraphe de l'article 23 du décret n°2-22-431 précité, dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue qu'après l'expiration d'un délai minimum de dix jours. Ce délai court à partir du lendemain de la date de parution de l'avis rectificatif dans le dernier support de publication, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Dans tous les cas, le délai de publicité prévu au troisième alinéa du deuxième paragraphe du 1) de l'article 23 du décret n° 2-22-431 précité doit être respecté.

Les concurrents ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

Lorsqu'un concurrent estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant au regard de la complexité des prestations objet du marché, il peut, au cours de la première moitié du délai de publicité, demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, le report de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si le maître d'ouvrage reconnaît le bien-fondé de la demande du concurrent dont il est saisi, il procède au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à l'appréciation du maître d'ouvrage, fait l'objet d'un avis rectificatif qui est publié dans les mêmes formes que l'avis d'appel d'offres.

Il ne peut être procédé au report de la date de la séance d'ouverture des plis qu'une seule fois, quel que soit le concurrent qui le demande.

## **Article n°10 Retrait du dossier d'appel d'offres**

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dès la première parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des supports prévus à l'article 23 du décret n° 2-22-431 précité jusqu'à la date de remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé à partir du portail marocain des marchés publics : [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma).

## **Article n°11 Demande et communication d'information aux concurrents**

Chaque concurrent peut, par lettre envoyée par tout moyen garantissant une date certaine, demander au maître d'ouvrage des éclaircissements ou informations sur l'appel d'offres ou les documents associés. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept jours (7) avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres.

Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.



## **Article n°12 Présentation des dossiers des concurrents**

Conformément aux dispositions de l'article n°32 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics :

Les dossiers doivent être présentés exclusivement de façon électronique via le portail des marchés publics conformément aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances chargé du budget n° 1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés Publics. Le dossier présenté doit contenir trois enveloppes électroniques

- a) **La première enveloppe électronique** contient, outre les pièces des dossiers administratif et technique prévus à l'article 6 du présent règlement, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité ;
- b) **La deuxième enveloppe électronique** contient l'offre technique ;
- c) **La troisième enveloppe électronique** contient l'offre financière ;

## **Article n°13 Dépôt des plis des concurrents**

Conformément aux dispositions des articles 34 et 135 du décret n° 2.22.431 précité et aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'Économie et des Finances chargée du budget n° 1692-23 du 23 juin 2023, relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics, les plis doivent être transmis exclusivement par voie électronique sur le portail des marchés publics.

Chacune des pièces constituant la réponse du concurrent à l'appel d'offres, est insérée, individuellement, dans l'enveloppe électronique la concernant.

Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque pièce est signée, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces dématérialisées.

Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ces pièces sont signées, soit par l'ensemble des membres du groupement, soit uniquement par le mandataire conformément aux dispositions du paragraphe C de l'article 150 du décret n° 2-22-431.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis. Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

## **Article n°14 Retrait du dossier d'appel d'offres**

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans dès la première parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des supports de publication prévus à l'article 23 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics et jusqu'à la date limite de remise des offres. Le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement aux concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé à partir du portail des marchés publics ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)).

## **Article n°15 Lieu de la tenue de la séance publique d'ouverture des plis**

L'ouverture des plis se tiendra en séance publique dans la salle de réunion de l'OFPPT, située l'intersection de la route BO n° 50 et Route Nationale 11 (route Nouacer) à Sidi Maârouf - Casablanca.

## **Article n°16 Langue de l'offre**

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être en langues arabe ou français.

### Article n°17 Monnaie de l'offre

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

### Article n°18 Délai de validité des offres

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante (60) jours** qui commence à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres prévu au paragraphe précédent, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai, par lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe. À cet effet, le maître d'ouvrage fixe aux concurrents concernés une date limite pour faire connaître leurs réponses.

Dans ce cas :

- a) Les concurrents ayant donné, dans les mêmes formes, leur accord à la demande de prorogation, avant la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage, restent engagés pendant le délai supplémentaire convenu ;
- b) Les concurrents qui n'ont pas donné leur accord à la demande de prorogation ou qui n'ont pas répondu dans le délai qui leur est imparti sont libérés de leurs engagements vis-à-vis du maître d'ouvrage et mainlevée leur est donnée de leur cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit heures à compter de la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage ;
- c) Dans le cas où aucun des concurrents n'a donné son accord à la demande de prorogation ou n'a répondu dans le délai qui lui est imparti, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit heures à compter de la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage. Dans ce cas, il est procédé à l'annulation de la procédure.

### Article n°19 Déroulement de la procédure d'ouverture des plis et d'examen des offres des concurrents

La procédure d'ouverture des plis et d'examen des offres des concurrents se déroulera conformément aux dispositions prévues aux articles 39, 41, 42, 43, 144 et 147 du décret précité.

### Article n°20 Evaluation des offres techniques

Il sera procédé de l'évaluation technique des offres sur la base des éléments contenus dans les dossiers des concurrents, et une note technique « NT » sur 100 points sera attribuée à chaque offre sur la base du barème motionné ci-après :

Critères	Barème	Documents et éléments servant de base pour l'appréciation
<b>Méthodologie d'exécution – Note N<sub>1</sub></b>	10	Document servant de base pour l'appréciation :  1-Définition des prestations à réaliser par mission ; 2-Plan de travail, méthodologies proposées et maîtrise du
<b>Bien développée :</b> Méthodologie pertinente et bien développée : Présentation de 100% des documents exigés qui sont bien développés en relation avec la mission. Méthodologie qui répond aux exigences de la mission.	10	

Critères	Barème	Documents et éléments servant de base pour l'appréciation
<b>Moyennement développée :</b> Méthodologie moyennement pertinente et développée : Présentation au moins de 60% des documents exigés qui sont bien développés en relation avec la mission.	05	contexte, qui doivent contenir la démarche, les méthodes... ; 3-Le mode opératoire de réalisation de la mission d'inventaire ;
<b>Faiblement développée :</b> Méthodologie non cohérente : Présentation de moins de 60% des documents exigés qui sont bien développés en relation avec la mission.	00	
<b>Planning d'exécution – Note N<sub>2</sub></b>	10	Le planning proposé doit contenir les éléments suivants :  1 - Taches à réaliser ; 2 - Chronogramme 3-Affectation des ressources humaines ;
Le Planning d'exécution proposé est cohérent à travers de description de toutes les éléments requis (1,2et3) ;	10	
Le Planning d'exécution proposé est assez cohérent à travers : Description sommaire des tâches à accomplir avec définition absence un des éléments requis ;	05	
Le Planning d'exécution proposé non cohérent. Mauvaise description des tâches ou l'absence d'au moins de deux éléments requis	00	
<b>Qualification et expérience des managers N<sub>3</sub></b>	40	Diplôme CV Attestations de travail Les années d'expérience sont comptabilisées après l'obtention du diplôme pris en considération pour l'attribution de la note relative au volet expérience dûment justifiée par des attestations de travail.
Chef de projet avec diplôme d'expert-comptable	Oui : 10 Non : 00	
Expérience du Chef du projet (uniquement s'il a un diplôme d'expert-comptable) : 1 point par année d'expérience dans la limite de 10 points	10	
Contrôle qualité avec diplôme d'expert-comptable	Oui : 10 Non : 00	
Expérience du contrôle qualité (uniquement s'il a un diplôme d'expert-comptable) : 1 point par année d'expérience dans la limite de 10 points	10	
<b>Qualification et expérience de l'équipe N<sub>4</sub></b>	40	Diplôme CV Attestations de travail Les années d'expérience sont comptabilisées après l'obtention du diplôme pris en considération pour l'attribution de la note relative au volet expérience dûment justifiée par des attestations de travail.
Proposition de 15 personnes salariées du concurrent	Oui : 15 Non : 00	
3 points pour chaque membre de l'équipe ayant un diplôme de Bac+5 en contrôle de gestion ou audit ou similaire pour un minimum de 5 personnes.	15	
Années d'expérience cumulées des membres de l'équipe projet : 2 Points pour chaque membre de l'équipe de projet ayant une expérience justifiée de 4 ans ou plus.	10	
<b>NOTE TECHNIQUE (NT)= N<sub>1</sub>+N<sub>2</sub>+N<sub>3</sub>+N<sub>4</sub></b>	<b>Note maximale : 100</b>	

**Chaque concurrent obtient une note  $N_{ti} = N_1 + N_2 + N_3 + N_4$**

Les offres financières seront ouvertes uniquement pour les concurrents ayant obtenu une note supérieure ou égale à 80 points /100

La note financière de chaque concurrent (N<sub>fi</sub>) est obtenue de la manière suivante :

**$N_{fi} = (\text{Offre financière du moins disant} / \text{Offre financière du concurrent } i) \times 100$**

Résultats de l'évaluation des offres techniques et financières :

La note définitive du concurrent i (N<sub>Di</sub>) des offres est obtenue selon la formule suivante :

$$N_{Di} = N_{ti} \times 70\% + N_{fi} \times 30\%.$$

N<sub>Di</sub> : Note globale

N<sub>fi</sub> : Note financière

N<sub>ti</sub> : Note technique

Une note N<sub>Di</sub> sur 100 points sera attribuée à chaque offre sur la base du barème ci-dessus.

L'offre du concurrent ayant obtenu la note globale la plus élevée est considérée l'offre la plus avantageuse et sera retenue, conformément à l'article 144 décret n° 2-22-431 précité.

### **Article n°21 Résultats de l'appel d'offres**

Le maître d'ouvrage informe, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen donnant date certaine, l'attributaire de l'acceptation de son offre dans un délai n'excédant pas le troisième jour suivant la date d'achèvement des travaux de la commission d'appel d'offres. Dans le même délai, il informe, par lettre recommandée avec accusé de réception, les concurrents éliminés, en leur indiquant les motifs de rejet de leurs offres.

Cette lettre est accompagnée des pièces contenues dans leurs dossiers.

Aucun concurrent ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée.

Un extrait du procès-verbal est publié sur le portail des marchés publics et affiché dans les locaux du maître d'ouvrage, dans les vingt-quatre heures suivant la date d'achèvement des travaux de la commission. La durée d'affichage de cet extrait est de quinze jours (15) au moins.



*[Handwritten signature]*

<p>Etabli par :</p> <p><b>Chef de service Gestion et Suivi du Matériel</b></p> <p><b>Mohamed ESSEMYH</b></p> <p><b>TERRAS Mohamed Amine</b> Chef de la Division Maintenance PI</p>	<p>Vérifié par le Service des Marchés :</p>
<p><b>LE SOUMISSIONNAIRE</b> Lu et accepté</p>	<p>Le maître d'ouvrage Le Directeur de l'Approvisionnement et de la Logistique</p> <p><b>Abdeltif AOURAGH</b> Directeur de l'approvisionnement et de la logistique</p>





## Annexe 1 : MODELE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

\*\*\*\*\*

### ACTE D'ENGAGEMENT

A - Partie réservée à l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail  
Appel d'offres ouvert sur offres des prix n°..... / 2025 du .....

Objet : **Inventaire physique et contrôle des immobilisations et fiabilisation des données comptables de l'OFPPT, en lot unique.**

Passé en application de l'article, de l'alinéa 3 du paragraphe 1 de l'article 19 et de l'article 20, du décret n°2-22-431 relatif aux marchés publics, approuvé le 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023).

B - Partie réservée au concurrent agissant à titre individuel :

a) Pour les personnes physiques:(1)

Je soussigné.....(prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu:.....

Affilié à(2).....sous le numéro: .....

Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le numéro .....

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro: .....

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise: .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés;

b) Pour les personnes morales:(1)

Je soussigné.....(prénom, nom et qualité) agissant au nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique), au capital social de.....

Adresse du siège social de la société: .....

Adresse du domicile élu: .....

Affiliée à(2).....sous le numéro: .....

Inscrite au registre du commerce.....(localité) sous le numéro: .....

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro: .....

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise: .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés;

C - Partie réservée aux concurrents membres d'un groupement :

Nous soussignés:(3)

– Membre n° 1: .....

– Membre n° 2: .....

– Membre n° n: .....

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous nous obligeons conjointement/solidairement (choisir la mention adéquate) et désignons.....(prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ;

(1) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à ces obligations.

(2) Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

(3) Indiquer les mêmes informations prévues au a) ou b) ci-dessus, selon le cas.



**D - Partie commune à tous les concurrents :**

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus.

Après avoir apprécié à mon (notre) point de vue et sous ma (notre) responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets (remettons), revêtu de ma (nos) signature (s) un bordereau de prix détail estimatif établi conformément aux modèles figurant au dossier (d'appel d'offres, du concours, de la procédure négociée) ;(4)

2) m'engage (nous nous engageons) à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai (nous avons) établi moi-même (nous-mêmes), lesquels font ressortir :

– Montant hors TVA: ..... (en lettres et en chiffres)

– Taux de la TVA: ..... (en pourcentage)

– Montant de la TVA: ..... (en lettres et en chiffres)

– Montant TVA comprise: ..... (en lettres et en chiffres)

Lorsque le marché est conclu avec un groupement:

– Part revenant au membre n° 1: ..... (en lettres et en chiffres)

– Part revenant au membre n° 2: ..... (en lettres et en chiffres)

– Part revenant au membre n° n: ..... (en lettres et en chiffres)

Se libère..... l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte.....(postal, bancaire ou à la TGR)(4) ouvert au nom de .....(titulaire du marché) à.....(localité) sous le relevé d'identification bancaire numéro.....(5)

Fait à....., le.....

Signature et cachet du concurrent

(4) Supprimer la mention inutile.

(5) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.



## ANNEXE 2

MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR <sup>(1)</sup>

**Mode de passation :** Appel d'offres ouvert N° ...../2025, sur offres des prix.

**Objet :** Inventaire physique et contrôle des immobilisations et fiabilisation des données comptables de l'OFPPT, en lot unique.

A - Pour les personnes physiques :

1) Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte :

Je soussigné...(nom, prénom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Numéro de téléphone : .....

Numéro du fax : .....

Adresse électronique : .....

Adresse du domicile élu : .....

Affilié à la CNSS <sup>(2)</sup> sous le numéro : .....

Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le numéro : .....

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro : .....

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise : .....

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) <sup>(3)</sup> numéro <sup>(4)</sup> : .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

2) Cas de l'auto-entrepreneur :

Je soussigné.....(nom et prénom), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Numéro de téléphone : .....

Numéro du fax : .....

Adresse électronique : .....

Adresse du domicile élu : .....

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le numéro .....

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise : .....

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) <sup>(5)</sup> numéro <sup>(6)</sup> : .....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

B - Pour les personnes morales :

Cas des sociétés :

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité), agissant au nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique), au capital social de:.....

Numéro téléphone : .....

Numéro du fax : .....

Adresse électronique:.....

Adresse du siège social de la société:.....

Adresse du domicile élu : .....

(1) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

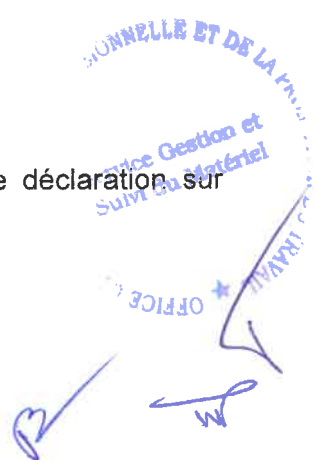
(2) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

(3) Supprimer la mention inutile.

(4) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.

(5) Supprimer la mention inutile.

(6) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.



Affiliée à la CNSS, sous le numéro<sup>(7)</sup> .....  
 Inscrite au registre du commerce....., sous le numéro : .....  
 Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro : .....  
 Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise : .....  
 Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)<sup>(8)</sup> numéro <sup>(9)</sup> : .....  
 En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

## 2) Cas des établissements publics :

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité) agissant au nom et pour le compte de....(dénomination de l'établissement).  
 Numéro téléphone : .....  
 Numéro du fax : .....  
 Adresse électronique : .....  
 Adresse du siège : .....  
 Affiliée à <sup>(10)</sup> .....sous le numéro : .....  
 Inscrit au registre du commerce de <sup>(11)</sup> .... (Localité) sous le numéro : .....  
 Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise <sup>(7)</sup> : .....  
 Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro <sup>(7)</sup> : .....  
 Références du texte l'habilitant à exercer les missions objet du marché.....  
 Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) <sup>(12)</sup> numéro <sup>(13)</sup> : .....  
 En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

## 3) Cas des coopératives ou union des coopératives :

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité) agissant au nom et pour le compte de....(raison sociale et forme juridique de la coopérative ou union des coopératives), au capital social de .....  
 Numéro de téléphone : .....  
 Numéro du fax : .....  
 Adresse électronique : .....  
 Adresse du siège social de la coopérative ou union des coopératives : .....  
 Adresse du domicile élu : .....  
 Inscrite au registre local des coopératives, sous le numéro.....  
 Affiliée à la CNSS sous le numéro <sup>(5)</sup> : .....  
 Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro : .....  
 Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise : .....  
 Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) <sup>(14)</sup> numéro <sup>(15)</sup> : .....  
 En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

(7) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

(8) Supprimer la mention inutile.

(9) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.

(10) Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

(11) Lorsque l'établissement public est assujéti à cette obligation.

(12) Supprimer la mention inutile.

(13) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.

(14) Supprimer la mention inutile.

(15) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.



Déclare sur l'honneur :

- 1 - que je remplis les conditions prévues à l'article 27 du décret relatif aux marchés publics ;
- 2 - m'engager à couvrir, dans les conditions fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 3 - m'engage, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
  - à veiller à ce que celle-ci ne dépasse pas cinquante pour cent (50%) du montant du marché et qu'elle ne porte pas sur le lot ou le corps d'état principal du marché ;
  - à m'assurer que les sous-traitants auxquels je recours remplissent les conditions prévues à l'article 27 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.
- 4 - atteste que je dispose des autorisations requises pour l'exécution des prestations telles que prévues par la législation et la réglementation en vigueur ;
- 5 - atteste que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou redressement judiciaire ;
- 6 - étant en redressement judiciaire, j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à participer aux appels d'offres;<sup>(16)</sup>
- 7 - je m'engage à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché ;
- 8 - je m'engage à ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, de promesses, de dons ou de présents, en vue d'influer sur la procédure de conclusion du marché et de son exécution ;
9. j'atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêts ;
- 10 - j'atteste que je n'ai pas participé à la préparation du dossier de l'appel d'offres considéré ;

Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature, sous peine de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 152 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.

Fait à....., le.....

Signature et cachet du concurrent

(16) A supprimer, ce paragraphe dans le cas où le concurrent n'est pas en situation de redressement judiciaire.

